



Cliquer pour  
agrandir  
4,5 €

## Le rôle des institutions dans le développement (n.2868)

Problèmes économiques  
La Documentation française

### Problèmes économiques

N° 2.868

02 février 2005

#### DOSSIER : LE ROLE DES INSTITUTIONS DANS LE DEVELOPPEMENT

##### Qualité des institutions et résultats économiques : un lien solide ?

*Finances et développement*

Hali Edison

De nombreux travaux soulignent l'importance des institutions pour le développement et la croissance économiques. Concrètement, ils suggèrent en général que le PIB par habitant est étroitement lié à des différences dans la qualité des institutions, mesurée par un ou plusieurs indices de gouvernance, intégrant par exemple la participation des citoyens, la stabilité politique ou le poids de la réglementation. L'auteur résume une étude du FMI qui cherche à faire avancer le débat en testant la solidité empirique de ces relations et revoit les recommandations en matière politique. Globalement, il ressort que l'effet de l'action des pouvoirs publics semble moins marqué que dans le cas des institutions.

##### Finance et croissance : un lien positif sous condition pour les pays en voie de développement

*Economie appliquée*

Mohamed Trabelsi

Au plan théorique, le lien positif entre le développement du secteur financier, la productivité et la croissance peut facilement être démontré. Il s'appuie surtout sur le canal du crédit et, plus particulièrement, sur le rôle des intermédiaires dans l'offre de fonds. Les travaux empiriques testant ce lien vérifient difficilement ces propositions. L'auteur présente une nouvelle analyse de ce problème. Son principal résultat réside dans le fait que les régressions en coupe transversale montrent l'effet positif attendu du développement financier sur la croissance économique, mais cet effet disparaît si la dimension temporelle est introduite. L'auteur explique ce paradoxe par l'absence d'un secteur entrepreneurial privé capable de transformer les fonds disponibles en projets profitables.

##### Un autre regard sur la gouvernance d'entreprise

*Etudes du centre de développement de l'OCDE*

Nicolas Meisel

L'essentiel des critères utilisés pour évaluer les institutions de gouvernance d'entreprise dans les pays en voie de développement s'inspire de l'expérience des pays anglo-saxons. Mais certaines expériences de développement, comme le miracle asiatique ou les Trente Glorieuses en France, se sont déroulées à l'opposé de ce modèle de référence. En s'appuyant sur l'étude du cas français, l'auteur propose une analyse systématique des mécanismes institutionnels de production et de partage de la confiance, du pouvoir et de l'information. La grille de lecture ainsi développée souligne combien il est important de ne pas analyser les institutions de gouvernance indépendamment de la culture dans laquelle elles s'inscrivent.

##### Vers une meilleure perception des institutions

*CESifo DICE report*

Dani Rodrick

Au sujet du lien entre institutions et développement, l'approche économique orthodoxe conduit à une forme de réductionnisme centré autour du droit de propriété : il suffirait de protéger ce droit par des institutions appropriées et le développement en découlerait automatiquement. L'exemple de la Russie et de la Chine montre cependant qu'il n'y a pas de voie unique pour parvenir à la croissance et à la mise en place de bonnes institutions. La Russie, bien qu'elle ait rapidement réécrit ses lois conformément aux prescriptions de l'économie orthodoxe, est aujourd'hui largement distancée par la Chine en termes d'investissements étrangers. L'auteur suggère à ce sujet qu'il faut distinguer la stimulation et le soutien de la croissance. À court terme, il est rarement nécessaire de procéder à une réforme institutionnelle de grande ampleur pour impulser la croissance.

##### Un programme de recherche pour l'économie institutionnelle

*CEPREMAP*

Robert Boyer

Règles, normes, droits de propriété, coûts de transaction, organisation, réseaux, etc. : la théorie des institutions ne dispose pas pour l'instant d'un corpus analytique harmonisé ce qui rend l'économie institutionnelle très hétéroclite. L'auteur présente quelques-uns des chantiers de recherche consacrés aux problématiques

institutionnalistes : définir avec précision les termes d'une économie institutionnelle, organiser une confrontation entre les divers programmes de recherches institutionnalistes et, enfin, tenter d'analyser le changement institutionnel. Ces propositions permettront peut-être un jour de mettre au point vers une théorie générale des institutions.

**EGALEMENT DANS CE NUMERO :**

**MATIERES PREMIERES**

**Why this Time the World Economy Can Cope With an Oil Price Shock**

*Financial Times*

Chris Giles, Andrew Balls

Le prix du pétrole a fortement augmenté en 2004 et constitue un réel handicap pour la croissance mondiale. Néanmoins, les responsables des principales banques centrales estiment que l'économie mondiale peut échapper à une crise de stagflation comme celle des années soixante-dix. Plusieurs facteurs confortent cette analyse. Le principal tient au comportement des banques centrales qui disposent aujourd'hui d'une véritable crédibilité dans la lutte contre l'inflation. Il y a trente ans, elles avaient majoritairement réagi par une baisse des taux, alimentant ainsi la spirale inflationniste. En termes réels, les prix actuels restent nettement en dessous du plus haut des années soixante-dix. Par ailleurs, la dépendance des pays industrialisés vis-à-vis du pétrole est relativement plus faible aujourd'hui.

**ECONOMIE DE LA CULTURE**

**Les enjeux économiques du patrimoine**

*Pouvoirs locaux*

Xavier Greffe

Il y a une dizaine d'année encore, l'apport économique des activités patrimoniales était considéré comme d'un faible poids et le patrimoine ne faisait guère l'objet de l'intérêt des économistes. Aujourd'hui, il en va tout autrement : le lien entre patrimoine et économie est analysé en particulier dans le cadre des réflexions sur le développement local. Il existe plusieurs manières d'envisager les retombées économiques du patrimoine, selon qu'on le considère comme une consommation finale ou intermédiaire. En outre, dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie et de l'image du territoire – notamment pour des villes ayant connu de graves crises de reconversion –, le patrimoine peut avoir un effet d'attraction sur la population locale en lui redonnant confiance dans les perspectives de développement. Il peut aussi favoriser l'implantation de nouvelles activités.

**SYSTEME FINANCIER**

**La situation des systèmes bancaire et financier dans la zone franc**

*Banque de France*

Les années 1990 ont connu une marginalisation progressive de l'Afrique dans l'activité bancaire internationale. Malgré l'augmentation en chiffres absolus, les financements bancaires internationaux en faveur de l'Afrique ont baissé d'environ 40 % en termes relatifs depuis 1990. Les pays de la zone franc connaissent la même évolution. Les financements accordés bénéficient principalement aux importateurs et aux exportateurs et très peu aux banques, accentuant ainsi la faiblesse des systèmes bancaires de la zone. Afin d'améliorer l'accès aux services bancaires et au financement, l'UEMOA et la CEMAC favorisent le secteur de la microfinance. Cette stratégie est également poursuivie aux Comores.

Année d'édition : 2005      48 pages, 21x27 cm  
Réf. : 3303332028689      ISSN : 0032-9304